MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT
DU BASSIN DU CONGO ET
DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

CDN 3.0 DU CONGO

&

PLAN DE MISE EN ŒUVRE ET D'INVESTISSEMENT

SYNTHÈSE

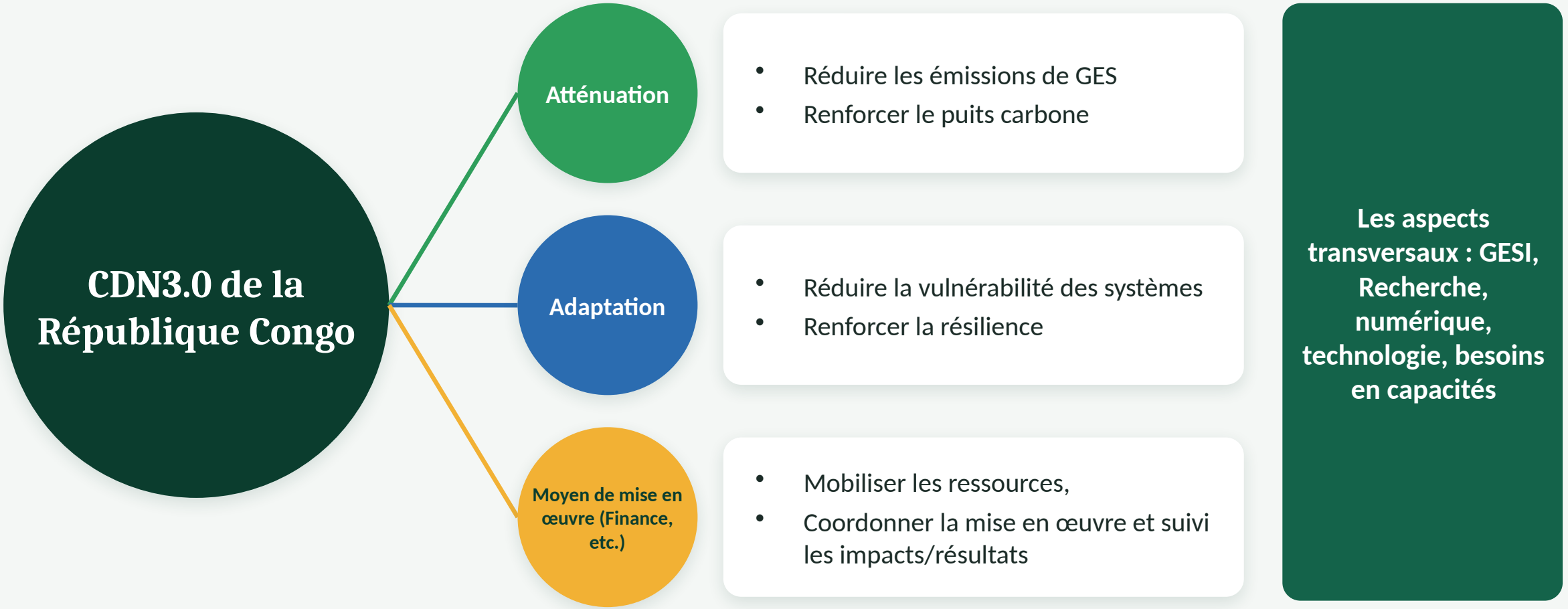
Brazzaville, 19 octobre 2026



La CDN3.0 en chiffres



La structure de la CDN3.0



L'un de ses objectifs est de concilier le développement socio-économique avec les urgences climatiques

Ressources financières : 8,883 Md USD (2026 – 2035)

6 080,98 M USD
Atténuation · 68,46 %

2 505,68 M USD
Adaptation · 28,21 %

296,33 M USD
Mesures de soutien · 3,34 %



7 152,97 M USD
Conditionnel · 80,52 %

1 730,01 M USD
Inconditionnel · 19,48 %



Sources de financement – mécanismes traditionnels

Catégorie	Mécanismes de financement	Exemples / Acteurs clés
National	Budget national	Ministère des Finances, ministères sectoriels
	Incitations fiscales et partenariats public-privé Mobilisation du secteur privé	Entreprises nationales, investisseurs, institutions bancaires, assureurs, etc.
International	Fonds multilatéraux	Fonds vert pour le climat (FVC), Fonds pour l'environnement mondial (FEM), Fonds d'adaptation ainsi que les Fonds non-CCNUCC FRLD (Fund for Responding Loss & Damage)
	Mécanismes émergents	Le marché carbone à travers l'Article 6 de l'AP
	Les PTFs	BAD, BDEAC, BM, CAFI, FAO, UNICEF, GIZ, PNUD, OMS, UNESCO, WWF, etc.
	Cadres et mécanismes régionaux	CEEAC, CCBC, COMIFAC, PFBC African Climate Change Fund et le Fonds Bleu de la CEMAC/BDEAC, Fonds pour l'énergie durable en Afrique (SEFA), l'Initiative Africaine des Marchés Carbone (ACMI)
	Coopérations bilatérales/Multilatérales	Coopérations bilatérales (UE, France, Allemagne, Angleterre/UK, Belgique, Chine, Japon, Italie, etc.)
	Instruments innovants/émergents	Obligations vertes et fonds bleu, assurance climatique, les fonds philanthropiques

Pourquoi le Plan de mise en œuvre et d'investissement de la CDN3.0 et quel est son objectif ?

- Opérationnaliser la CDN
- Tourner l'ambition à l'action
- Clarifier les responsabilités

- **Clarifier les responsabilités**
- Accélérer la mobilisation des ressources financières à travers un portefeuille de projets structurants et bancables

La structure du portefeuille du PMO



Portefeuille global d’actions (2026 – 2035)

199 Actions et mesures au total

185 Actions sectorielles

14 Mesures de soutien transversales

Composante	Actions	Inconditionnelles	Conditionnelles
Atténuation	75	15	60
Adaptation	110	38	72
Soutien transversal	14	7	7
TOTAL	**199**	**60**	**139**

Secteurs d’atténuation : Énergie, AFAT, PIUP, Déchets
Secteurs d’adaptation : Agriculture, FAT, Infrastructures, Santé, ressources en eau, zone côtière, RRC, Biodiversité, Tourisme

Répartition sectorielle du portefeuille

Volet atténuation · 75 actions	Nb.
Énergie	23
FAT	21
PIUP	19
Déchets	8
Agriculture	4

Volet adaptation · 110 actions	Nb.
Infrastructures	22
FAT	17
Ressources en eau	14
Agriculture / RRC	12 / 12
Zone côtière / Santé	11 / 10
Biodiversité / Tourisme	7 / 5

Structure globale des appuis : investissement vs assistance

Nature de l'appui	Montant (millions USD)	Part budgétaire
Investissements directs	7 475,25	84,15 %
Assistance technique	1 407,77	15,85 %
TOTAL	**8 882,98**	**100 %**

Chaque action suit une phase de maturation, puis une phase d'exécution et de décaissement.

Pour leur exécution, le PMO développe une approche séquencée en deux grandes phases synergiques

Phase 1 : 2026-2030

85 actions prioritaires et ayant atteint un niveau de maturité

4 298,31 millions USD
Budget global de la période

48,39 %
Part du budget total

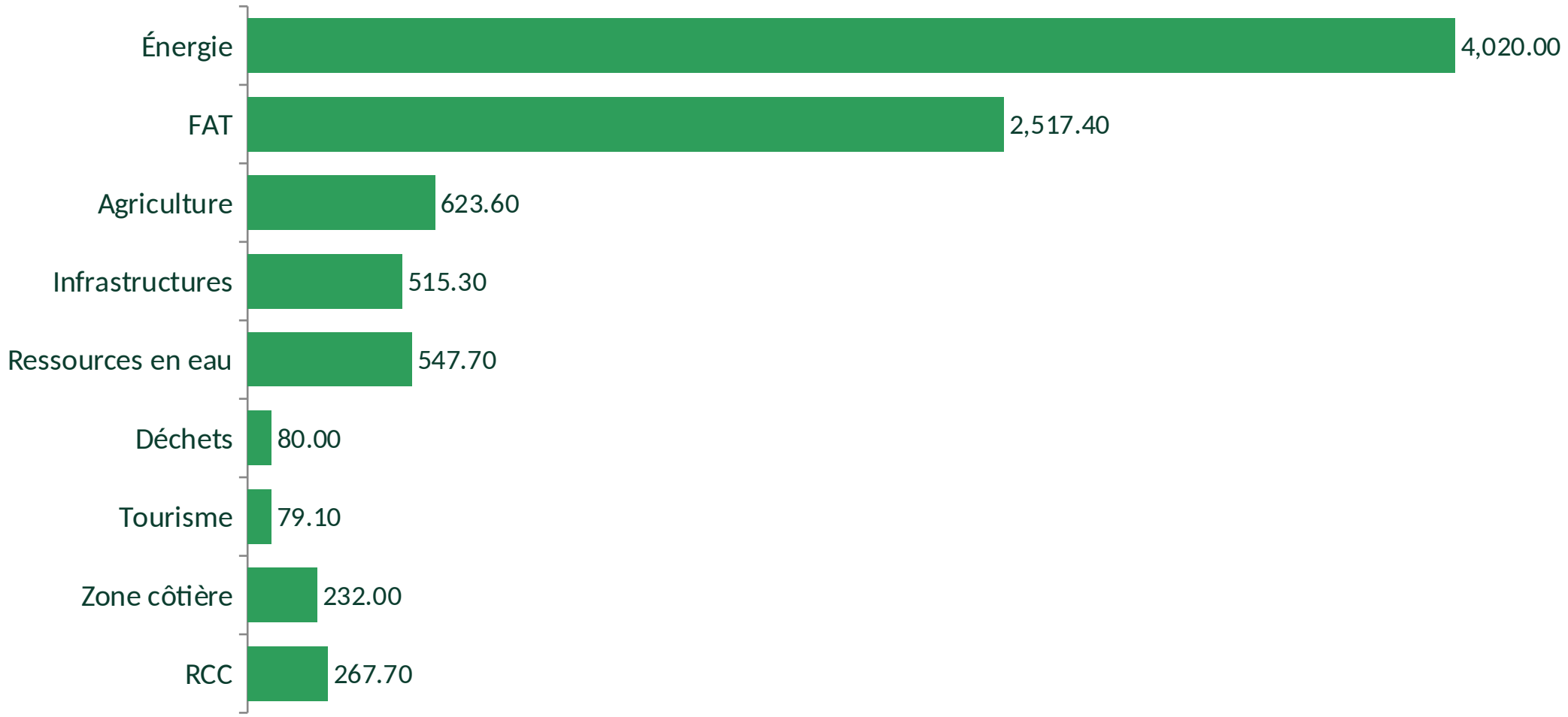
Phase 2 : 2031-2035

114 actions à maturer (études, recherche de financement, etc.)

4 584,68 millions USD
Budget seconde période

51,61 %
Part du budget global

Répartition des Investissements par secteur (Millions USD)



Pourquoi la mise en œuvre de ce plan doit être hissée au rang des priorités du pays et des partenaires ?



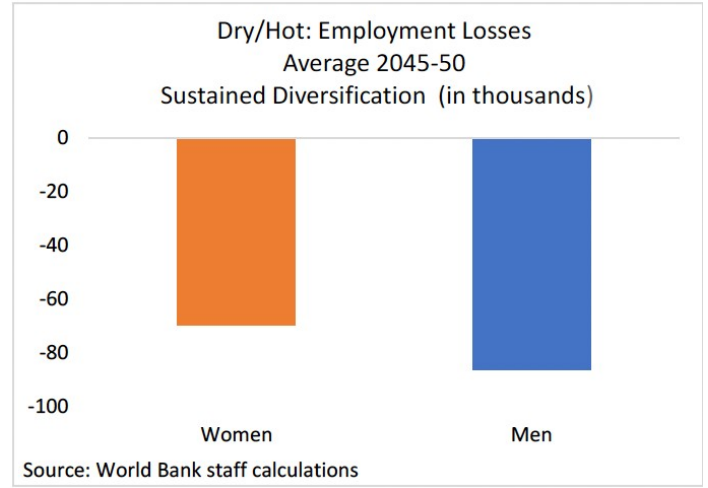
Le changement climatique compromet les efforts du Gouvernement et affecte les indicateurs socio-économiques

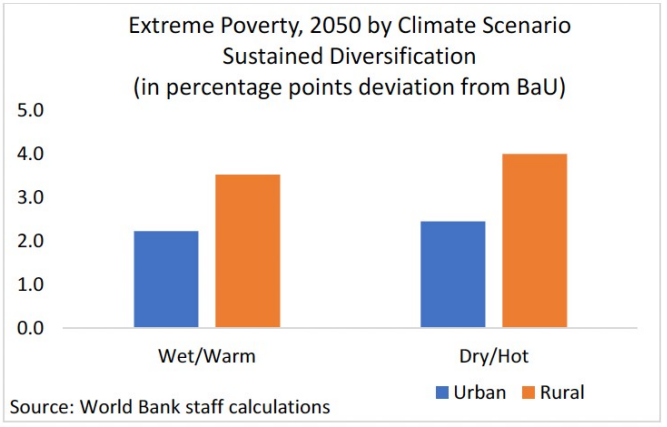
Selon le Country Climate and Development Report (CCDR) – Rapport sur le climat et le développement du pays (Banque mondiale), indique ceci :

Risques économiques : les pertes économiques pourraient atteindre **17 % du PIB d'ici 2050**

Risques sanitaires : Les coûts de santé liés aux maladies sensibles au climat pourraient tripler, **passant de 92 millions USD (2010) à 260 millions USD (2050).**

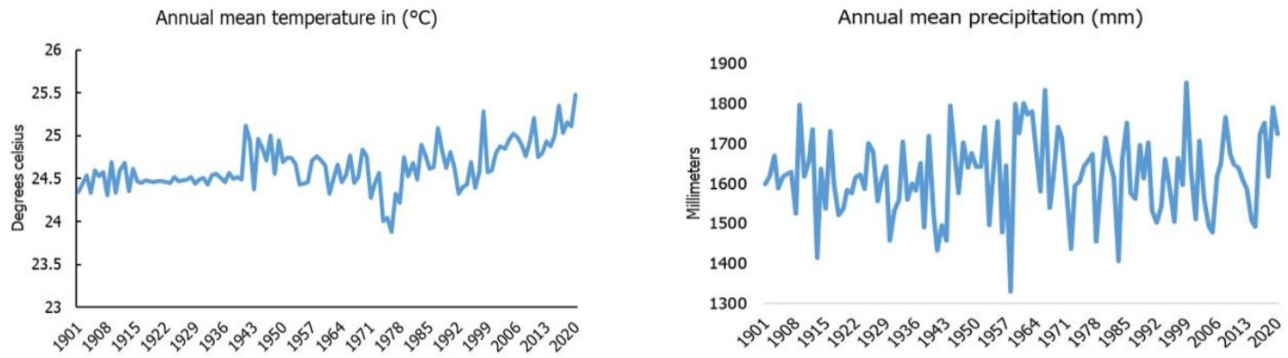
Perte d'emplois : environ **160 000 emplois** seront perdus, surtout dans l'industrie manufacturière et les services





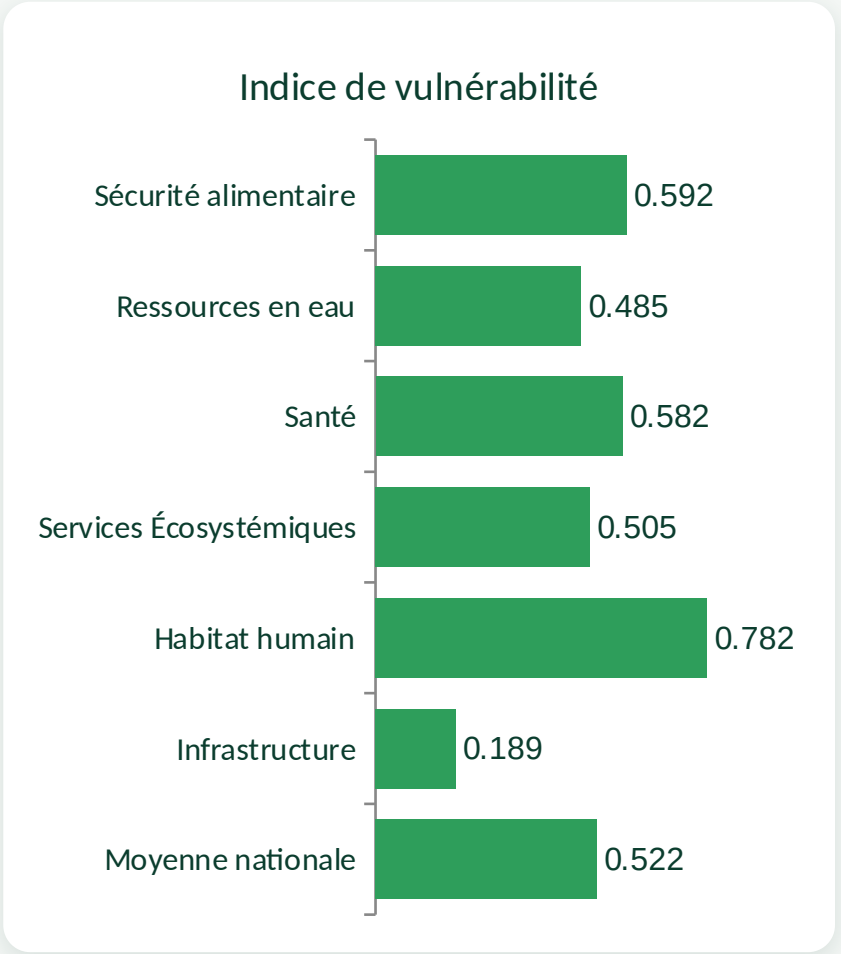
La vulnérabilité au changement climatique du pays s'accroît

Entre 2011 et 2020, la température maximale moyenne a augmenté de 0,6 °C



World Bank Climate Change Knowledge Portal et rapport CCDR, 2025

Le Congo figure parmi les 15 pays les plus vulnérables au monde et présente un indice de vulnérabilité (ND-GAIN index) de 33,7

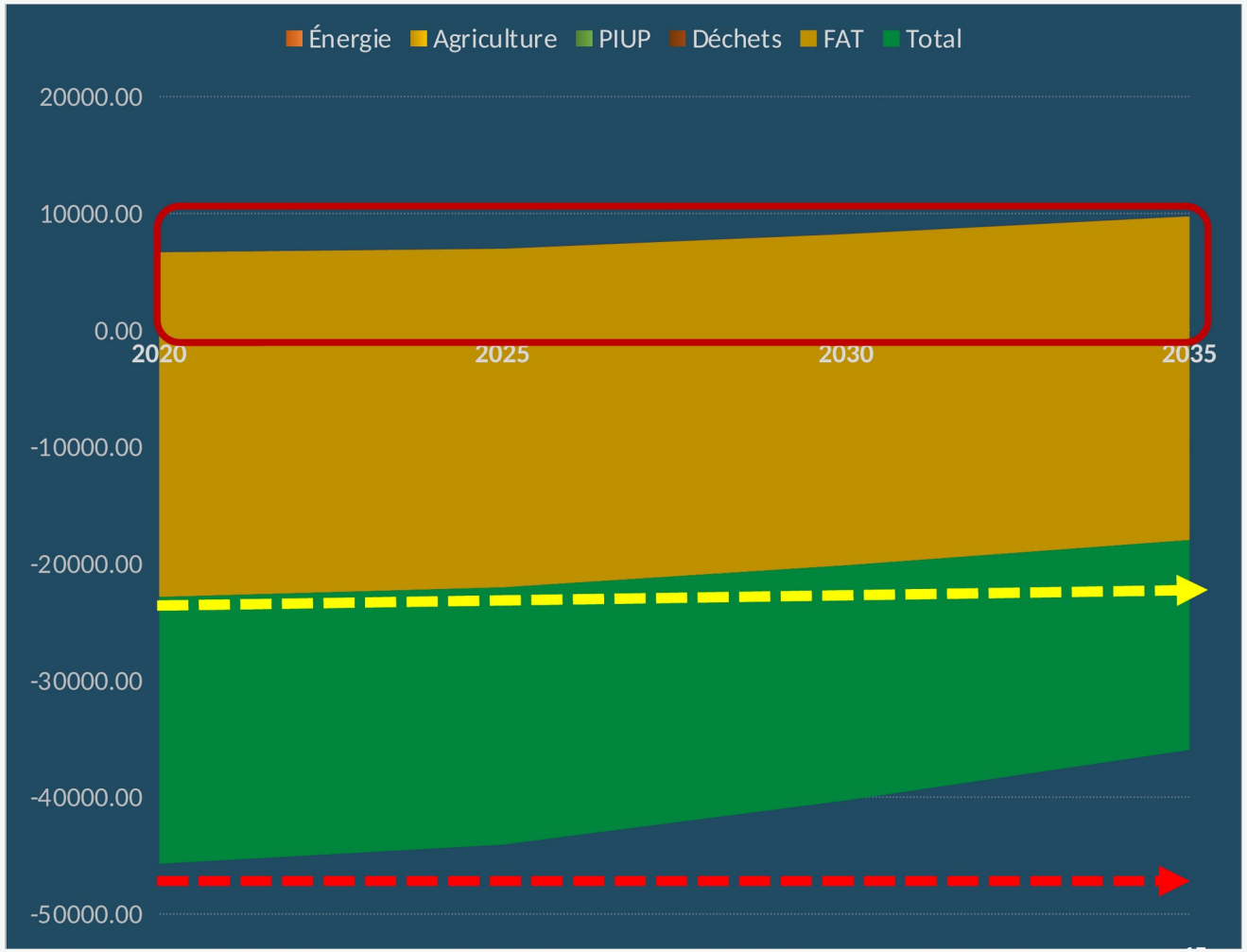


https://gain.nd.edu/our-work/country-index/rankings/

Le puits carbone est confronté à une érosion lente et progressive

BAU (scénario de référence)

Bien que le Congo demeure un **Puits net carbone par excellence,** on observe une diminution progressive au fil des années sous l'effet conjugué de la pression exercée par l'homme, le changement climatique et l'accroissement des émissions des autres secteurs



UN APPEL À LA SYNERGIE D'ACTIONS :

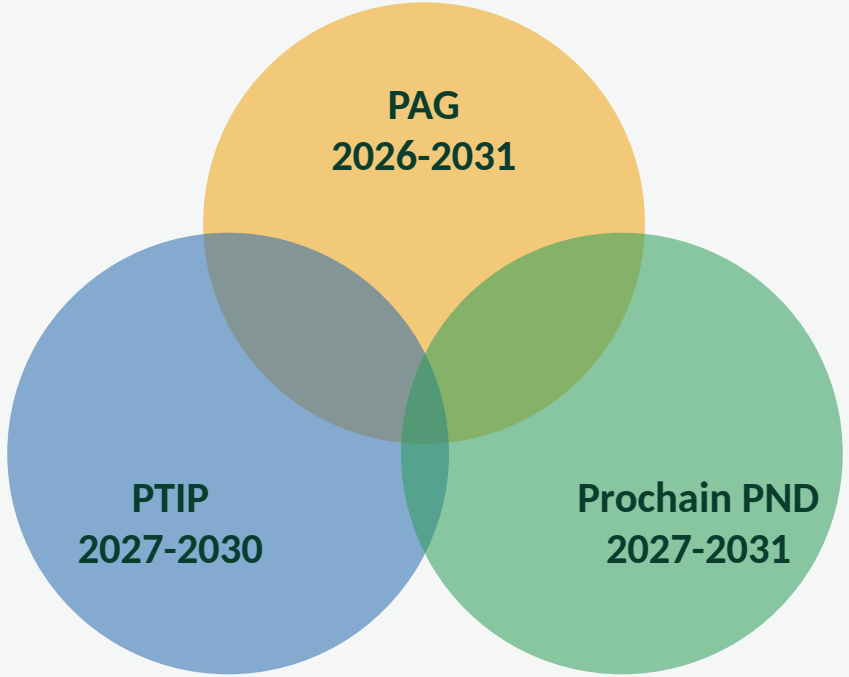
Des leviers et des conditions de réussite



Des leviers stratégiques au niveau politique

Le PMO développe un ancrage avec le Programme d'Action du Gouvernement (PAG_2026-2031), présenté en juin 2026 avec un ensemble d'orientations et de mesures pertinentes pour l'action environnementale et climatique

2026, une année stratégique



Pose des jalons sur l'élaboration du Programme Triennal d'Investissements Publics (PTIP) 2027-2029 (Atelier de sensibilisation tenu **les 21 et 22 mai 2026**)

Pose des jalons pour l'élaboration du PND 2027-2031 avec un atelier sur le processus d'élaboration du PND, organisé du 21 au 23 septembre 2026

L'inscription des actions et investissements du PMO-CDN3.0 dans ces cadres de programmation des investissements pluriannuels et annuels garantirait le succès dans la mise en œuvre

CONDITIONS DE RÉUSSITE

Des conditions de réussite au niveau opérationnel

Mettre en place une communication efficace autour de la CDN afin de toucher tous les acteurs

Assurer un ancrage dans les planifications annuelles (PTBA, Loi des finances, le dialogue budgétaire sectoriel)

Conditions de réussite du PMO-CDN

Inscrire dans l'agenda gouvernemental le suivi de la CDN au moins une fois dans l'année

Faire des ministères en charge du Plan, des Finances et du Budget, des partenaires stratégiques internes de mise en œuvre de la CDN

Des conditions de réussite au niveau opérationnel

Organiser une table ronde des partenaires à la suite de la validation pour aligner le Cadre de coopération 2027-2031 du système des NU avec le PMO et les répéter au moins tous les deux ans

Développer des capacités techniques et institutionnelles de mobilisation des ressources climatiques et de mise en œuvre des projets (ex. Unité finance climat ou Plateforme-pays, etc.)

Conditions de réussite du PMO-CDN

Renforcer les collaborations bilatérales et multilatérales avec les partenaires et inscrire la CDN au programme des réunions de coordination

Mobiliser et engager le SECTEUR PRIVÉ dans sa diversité à travers une plateforme d'échange et la mise en place des mécanismes incitatifs

- Prendre en compte dans les prochains programmes d'appui les actions priorisées du PMO
- Financer la préparation de projets bancables dans les secteurs à fort potentiel.
- Coordonner les interventions pour éviter la fragmentation : Inscrire la CDN dans l'agenda trimestriel et annuel de coordination

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT
DU BASSIN DU CONGO ET
DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

NDC PARTNERSHIP

CAFI

UNOPS

CLIMATE ANALYTICS

https://developpement-durable.gouv.cg/